

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 8 DÉCEMBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Une cause nationale
- 2) Contre la loi Macron
- 3) Ils n'en veulent plus du revanchard
- 4) Le PS perd ses militants
- 5) Les deux qui font les poches des chômeurs
- 6) Un budget en baisse
- 7) Et pourtant il faudra s'y faire...
- 8) L'ascenseur social en panne
- 9) La droite d'Ormesson...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Le gouvernement fait de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme une cause nationale



Bernard Cazeneuve, dimanche à Créteil. Crédits photo : THOMAS SAMSON/AFP

À la suite de l'agression d'un couple juif lundi dernier à Créteil, un rassemblement citoyen a été organisé dimanche dans la ville en présence du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve.

Le caractère antisémite de l'agression a suscité une vague d'indignation. Un rassemblement s'est tenu dimanche matin à Créteil après le violent cambriolage dont a été victime un jeune couple juif lundi dernier dans cette ville du Val-de-Marne.

Le couple a été séquestré dans son logement du quartier du Port, la jeune femme violée, l'appartement cambriolé. Selon le parquet, les trois agresseurs «partaient de l'idée qu'être juif signifiait que l'on avait de l'argent». L'agression, qualifiée de «sauvage» par le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif), a suscité une grande émotion.

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve, qui avait vivement condamné l'agression, était présent parmi les centaines de personnes réunies dimanche matin. Sur les bords du petit lac de Créteil, l'hôte de Beauvau a annoncé que la lutte contre l'antisémitisme et le racisme, était désormais «une grande cause nationale». «Nous devons faire de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme une cause nationale en y associant toutes les administrations intéressées l'Éducation nationale, la Justice, le ministère de la Ville, les préfetures, les élus, les associations, les représentants des différents cultes». «Les actes antisémites ont augmenté de plus de 100% au cours des dix premiers mois de l'année», a-t-il souligné rappelant s'être opposé «aux manifestations de l'été dernier où l'on criait mort aux juifs» et s'être «rendu à Sarcelles lors des émeutes de juillet». «Plus de 930 affaires ont fait l'objet de poursuites au premier semestre», a insisté Bernard Cazeneuve.

Pour le ministre de l'Intérieur, «c'est la plus grande fermeté qui doit être à l'oeuvre face aux actes et menaces antisémites». «Quiconque se rendra coupable d'actes antisémites ou racistes sera inlassablement recherché, arrêté et puni», a-t-il promis. Et d'affirmer avoir «donné instruction aux préfets de signaler aux procureurs de la République tous les actes et toutes les paroles racistes et antisémites afin qu'aucun ne demeure impuni».

Face à un rassemblement chauffé à blanc, il a dénoncé «ce mal qui menace tous les Français, qui s'attaque au socle du pacte républicain».

«L'antisémitisme n'est pas une pathologie qui frappe le corps social de façon isolée. Il prospère sur le terreau de haines plus diffuses». Et de s'inquiéter d' «une société française, où l'antisémitisme et les discriminations s'enkystent».



Crédits photo : Remy de la Mauviniere/AP

Soigneusement, le ministre aura évité la confusion entre antisémitisme et antisionisme remettant systématiquement au centre de son propos les valeurs de la République.

En marge du rassemblement, Bernard Cazeneuve rappelait que «le catalyseur de ces phénomènes est incontestablement la numérisation de la société. La toile donne un sentiment d'impunité et de neutralité. 90% des extrémistes se sont radicalisés par la toile et non en étant allé voir un Imam à la mosquée», a-t-il affirmé. «Il est indispensable désormais de réguler Internet, sans remettre en cause la liberté d'expression. La population française dans son ensemble n'est ni raciste ni antisémite. Une prise de conscience et une mobilisation nationale sur ces sujets sont possibles».

Un peu auparavant, à l'abri des regards, le ministre de l'intérieur a rencontré la famille des victimes, toujours sous le choc et à qui il n'a pas hésité à donner ses coordonnées téléphoniques.

Terrée depuis une semaine dans un appartement «où il est difficile de vivre», cette dernière ne souhaitait pas assister au rassemblement qui ne s'est pas déroulé sans accroc. Esther Benbassar, la sénatrice Ecologie, personnalité présente a été vivement prise à partie par plusieurs participants allant jusqu'à être publiquement insultée.

II) L'aile gauche du Parti socialiste lance une campagne pour...



L'aile gauche du Parti socialiste lance une campagne pour appeler les parlementaires à voter contre le projet de loi « pour la croissance et l'activité » défendue par le ministre de l'Economie, Emmanuel Macron, car elle constitue "la remise en cause de tous les combats historiques de la gauche" explique Marie-noëlle Lienemann.

Le projet de loi comporte selon elle "des choses moins connues" comme "la remise en cause des congés pour vente qui protègent les gens qui sont locataires quand il y a un congé pour vente à un institutionnel". "Arrêtons ces reculs sociaux". "On est en train de faire la politique de la Grèce et du Portugal", a-t-elle estimé. "Nous ne serons pas seuls", a-t-elle prévenu.

Dans la configuration actuelle, un vote "contre" du groupe communiste et républicain, des Verts et d'une trentaine d'élus socialistes pourrait empêcher l'adoption de la loi à l'Assemblée nationale. "Si on arrive à faire voter contre ce texte, pas simplement s'abstenir, on limitera la débâcle aux élections cantonales du printemps", estime Marie-Noëlle Lienemann.

Vendredi, elle avait déclaré à Reuters, "Ce n'est pas Emmanuel Macron qui est en cause, c'est sa ligne". Son mouvement "Maintenant la gauche" rencontrera le ministre "dans quelques jours".

Réclamé par la Commission européenne, décrié par une les syndicats et la gauche, le projet de loi "Macron" sera présenté le 10 décembre en conseil des ministres, examiné en janvier à l'Assemblée nationale et en mars au Sénat.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Deux tiers des Français contre une candidature de Sarkozy en 2017



73% des personnes interrogées estiment que Nicolas Sarkozy revient en politique "parce qu'il est animé par un désir de revanche." (Crédits : reuters.com)

latribune.fr

Le retour de l'ex-chef de l'Etat dans la vie politique semble mal accueilli : 66% des Français interrogés ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy se présente à l'élection présidentielle de 2017.

Un retour raté ? Deux tiers des Français (66%) et 39% des sympathisants de droite ne souhaitent pas que Nicolas Sarkozy se présente à l'élection présidentielle de 2017, selon un sondage Odoxa pour le journal "Le Parisien" diffusé ce week-end. La campagne pour la présidence de l'UMP a semble-t-il dégradé l'image de l'ex-chef de l'Etat. Ceux qui souhaitent au contraire que le nouveau président de l'UMP se présente sont 33% et 60% du côté des sympathisants de droite. Ils sont 64% à estimer qu'il n'est "pas sympathique."

Désir de revanche

Autre impression qui ressort de ce sondage, 61% des Français estiment que le retour de Nicolas Sarkozy sera une "mauvaise chose" pour la vie politique, une proportion en hausse de 7 points par rapport à un sondage équivalent fin septembre, et 58% ont une mauvaise opinion de l'ancien président.

Enfin, 73% (+6) des personnes interrogées estiment que Nicolas Sarkozy revient en politique "parce qu'il est animé par un désir de revanche", contre 26% (-7) "parce qu'il a un vrai projet pour la France". Même chez les sympathisants de droite, cette idée de revanche est légèrement majoritaire (51%).

Le sondage a été réalisé les 4 et 5 décembre auprès d'un échantillon de 999 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

IV) Le PS est -il en train de perdre sa base militante ?

Le Monde.fr Par Nicolas Chapuis



Lors d'une conférence de presse de Jean- Christophe Cambadélis le 23 octobre à Paris . | AFP / PATRICK KOVARIK

Le PS est-il menacé par une hémorragie militante ? Un document interne, révélé par Europe 1 jeudi 30 octobre , montre qu'au 31 juillet le parti enregistrait une forte baisse de ses recettes dues aux adhésions. Ce tableau de bord , dont le PS a confirmé l' authenticité au Monde , présente le budget prévisionnel de l' année 2014 , avec 2,3 millions d'euros attendus dans la rubrique « cotisation des militants ». Après sept mois, le parti n' avait récolté que 530 369 euros, soit 60 % de moins qu' espéré à ce moment de l'année . Au-delà de l' impact sur le budget du parti, ces chiffres montrent surtout que beaucoup de militants PS n'ont pas encore repris leur carte, alors que le PS est traversé par une crise interne très forte.

A la direction du parti, on minimise la portée de ces chiffres, et on appelle à attendre la fin de l'année pour tirer des conclusions définitives. « C'est un indicateur qui porte sur le premier semestre , lors duquel il n'y a pas eu un bon taux de reprise de cartes , reconnaît le trésorier du

parti, Jean-François Debat. Mais on sait qu'il y a des cycles d' adhésion et il y a toujours une accélération en fin d'année. »

Décalage

Pour les dirigeants de Solférino , l'absence d' élection interne en 2014 explique en partie cette baisse. Il faut en effet avoir réglé sa cotisation pour pouvoir voter lors des congrès ou lors des consultations militantes. Beaucoup de socialistes attendent donc les votes pour se mettre à jour. Par ailleurs , au PS, les militants ne sont exclus qu'après deux années sans payer la cotisation. Il y a donc toujours un décalage entre le moment où les militants décident de ne pas renouveler leur adhésion et celui où leur nom est rayé des listes.

La morosité ambiante est évidemment un autre facteur explicatif. « Que le PS perde des adhérents avec les difficultés que connaît le pouvoir et les défaites électorales que nous avons eu, c'est assez logique , tempère Christophe Borgel, le bras droit du premier secrétaire, Jean-

Christophe Cambadélis. Il faut attendre la fin de l'année pour savoir si on est en période de basses eaux. » Il n'empêche, les sondages de terrain réalisés par Le Monde dans (le Nord, l' Hérault, le Finistère , l'Aube , etc.) montrent une réelle inquiétude de la part des fédérations qui témoignent toutes d'une baisse significative de leur nombre d' adhérent – jusqu'à 20% des effectifs. Les chiffres avancés par le document sur les finances du parti laissent à penser que le nombre des démissionnaires pourrait encore gonfler d'ici à décembre.

Des fédérations en danger ?

Pour évaluer l'impact financier d'une telle désaffection, il faut distinguer au PS, ce qui relève de la direction du parti et des fédérations. Le taux d'adhésion a ainsi un effet limité au niveau national . Les recettes attendues – à hauteur de 2,3 millions d'euros – ne représentent qu'une petite part des 30 millions d'euros de budget annuel , alimenté par les dotations de l'Etat (environ 25 millions d'euros) et par les cotisations des parlementaires.

En revanche , les conséquences sont lourdes sur les finances des fédérations. Une part des cotisations va à la direction du parti, et l'autre dans les caisses des instances départementales. Les fédérations, qui constituent le maillage territorial du parti, se financent grâce aux adhésions et aux cotisations des élus locaux (maires, conseillers généraux et régionaux). Or , avec la défaite aux municipales et la claque attendue aux départementales et aux régionales en 2015, certaines fédérations pourraient être sérieusement affaiblies.

Au PS, malgré les éléments inquiétants de ce rapport d'étape financier, on ne tire pas encore la sonnette d'alarme. « On a des signes encourageants qui montrent que les militants restent mobilisés , assure Jean-François Debat, le trésorier du parti. On a eu 20 % d'entrées en plus à l' université d'été à La Rochelle par rapport à 2013. On voit également une forte participation aux états généraux. » Mais malgré les « signes encourageants », le PS ne communique pas le dernier rapport d'étape présenté fin septembre.



Nicolas Chapuis
Journaliste au service France , chef adjoint temps réel

V) Comment Valls et le Medef font les poches des chômeurs

Cécile Rousseau



Occupation par des demandeurs d'emploi d'une agence pôle emploi du 11^e arrondissement à Paris , le 4 avril dernier. Photo : Pierre Pytkowicz

Alors que la convention d'assurance chômage est attaquée en justice par la CGT et par les associations, ces dernières tirent la sonnette d'alarme . Même les mesures de cette convention présentées comme positives engendrent des pertes de droits pour les chômeurs.

Les téléphones sonnent. Les mails s'accumulent. Avec l' application des nouvelles règles d'assurance chômage , les demandeurs d'emploi se ruent vers les associations de défense de leurs droits. Rose-Marie Péchallat, animatrice du forum Recours radiations, ne sait plus où donner de la tête . « Nous sommes submergés par les messages de personnes affolées qui ne comprennent rien , à part qu'elles ont moins de droits qu'avant.»

Si la nouvelle convention d'assurance chômage signée le 22 mars par la CFDT, FO et la CFTEC, qui prévoit 830 millions d'euros d'économies , est toujours contestée en justice par la CGT et les associations de chômeurs, beaucoup n'avaient pas encore perçu tous ses effets néfastes. Entrés en vigueur au 1er octobre dernier, le dispositif des droits rechargeables et le cumul salaire- allocation chômage avaient même été présentés comme un progrès pour les demandeurs d'emploi. Il semble que ce soit tout le contraire . Alors que le chômage ne cesse de grimper , jusqu'à représenter 10,4% de la population active selon l'Insee, les travailleurs précaires n'ont jamais été aussi mal

morceau. Chaque semaine, elle se rend dans son agence Pôle emploi des Yvelines pour tenter d'y voir plus clair. Salariée dans un magasin de chaussures douze jours par mois pour 667 euros, elle complète ses revenus par le chômage.

Depuis le 1er novembre, son allocation d'environ 500 euros a chuté de près de 200 euros.

«Ma conseillère m'a confirmé que c'était dû aux nouvelles règles d'indemnisation, alors que j'avais entendu dire qu'elles seraient plus intéressantes, soupire Sylvie. Quand je lui demande des précisions, elle me répond qu'elle n'y comprend rien ! Deux cents euros d'allocation envolés, c'est ça en moins pour payer la maison de retraite de ma mère. J'ai voté Hollande et je trouve cette injustice extrêmement choquante.» 1,7 million de personnes cumulant un petit contrat et une allocation chômage sont concernées par cette refonte du calcul de l'activité réduite. Certains critères ont été assouplis pour permettre à plus de précaires d'entrer dans le dispositif. Mais les allocations sont souvent moins élevées, en contrepartie d'un allongement de la durée de versement. Ce changement de règles devait avant tout «inciter les chômeurs à la reprise d'emploi», idée chère au Medef et au gouvernement.

Après une carrière dans le prêt-à-porter et deux ans de chômage, Sylvie n'a pas réussi à retrouver un emploi à temps complet. «Je me demande pourquoi je m'embête encore à bosser à mon âge, ça me prend trop la tête.» La quinquagénaire n'est pas la seule à subir le revers de bâton de la convention d'assurance chômage. Le piège des droits rechargeables, vendu pourtant aux demandeurs d'emploi comme une grande avancée, s'est déjà refermé sur de nombreux précaires. Avant, la procédure de «réadmission» était en vigueur : un capital de droits était calculé en fonction de la période d'indemnisation la plus favorable. Désormais, avec les droits rechargeables, si une personne a accumulé deux périodes de droits au chômage, elles se succèdent l'une à l'autre. Sur le papier, le demandeur d'emploi devrait être mieux protégé. Mais le compte n'y est pas. «Nous rencontrons ce problème au quotidien», explique Emmanuel M'hedhbi, du SNU Pôle emploi, il y a, par exemple, le cas d'un chômeur qui était aide à domicile. Il a perdu son travail, ensuite, il a occupé un emploi de comptable mieux rémunéré que le précédent avant de retomber à nouveau au chômage. Avec les droits rechargeables, il sera d'abord indemnisé avec les droits ouverts pour son premier emploi, celui dont le salaire est moins

« On assiste à des économies sur les droits des plus précaires »

Les intermittents du spectacle sont clairement menacés par la mise en place de ce dispositif. La permanence du CIP-IDF, Comité des intermittents et précaires d'Île-de-France, est assaillie par les artistes et techniciens lésés. La mécanique est perverse. Beaucoup d'intermittents ont des petits boulots à côté, donnant par exemple des cours de guitare ou de cinéma, un travail généralement indemnisé par le régime général de l'assurance chômage. Au moment du recalcul de leurs droits, ils ont besoin de 507 heures réalisées en dix mois et demi pour rester dans le régime de l'intermittence. Si ce quota d'heures n'est pas rempli, Pôle emploi peut piocher dans ces droits accumulés au régime général grâce aux cours dispensés. Les heures d'intermittence seront donc perdues et les artistes se retrouvent bloqués dans le régime général avec des allocations plus faibles.

Pour Sofi Vaillant de la CIP, «maintenant, les gens vont y réfléchir à deux fois avant d'accepter des contrats hors intermittence. C'est une chausse-trappe pour faire sortir les intermittents des annexes 8 et 10 et empêcher de nouveaux d'y entrer. Ça fait des années que le Medef veut grignoter nos droits, il y arrive d'une manière ou d'une autre». Laurence, trente-six ans, costumière, ne sait pas comment se dépêtrer de ce borborygme. Après une rupture conventionnelle dans une coopérative de paniers de légumes, elle enchaîne presque immédiatement sur une formation dans un atelier de confection, puis trouve un contrat. Quand il finit le 30 septembre, elle dépose son dossier à Pôle emploi le 6 octobre. Mais ne peut pas bénéficier du régime intermittent. «On me dit que c'est trop tard, que les nouvelles règles du 1er octobre, les droits rechargeables, s'appliquent. Je devrais donc épuiser mes droits au chômage suite de ma rupture conventionnelle, soit 672 jours, avant de prétendre au régime intermittent, je l'ai très mal pris !» Si elle a entamé des recours auprès de Pôle emploi, en attendant, elle touche ses 868 euros d'allocation au lieu des 1 330 auxquels elle aurait pu prétendre en tant que costumière.

«Les droits rechargeables doivent pousser les gens à retravailler, moi, ça m'incite plutôt à rester chez moi en attendant d'avoir liquidé mes droits. Je ne sais pas comment je vais rebondir.» Philippe Sabater du bureau national du SNU Pôle emploi se souvient de la «campagne communicationnelle faite autour des droits rechargeables. Or, on assiste à des économies sur

les droits des plus précaires. Il faut être costaud en tant que chômeur pour se battre contre le système». Les conseillers Pôle emploi manquent eux aussi d'armes pour décrypter la complexité d'indemnisation. Les agents chargés de la gestion des droits n'ont bénéficié que de trois jours de formation, les autres, de deux jours. «Pôle emploi est dirigé par des gestionnaires malades du chiffre, les horaires d'ouverture des agences vont encore être réduits, la dématérialisation du suivi des chômeurs, avec le 100% Web, est en train de se généraliser, on assiste à la désagrégation du service public .» Pour dénoncer ces dérives , les agents de Pôle emploi et les chômeurs manifesteront, samedi, ensemble à Paris.

Une manifestation sur fond de hausse du chômage

L' Apeis , le MNCP, AC !, la CGT chômeurs, la CIP-IDF, le Snu-Pôle emploi, SUD emploi... donnent rendez-vous à 14heures, samedi, place de Stalingrad à Paris , pour la 12e manifestation des chômeurs et précaires. Un défilé sur fond de mauvais chiffres du chômage. L'Insee enregistre 2,84millions de chômeurs en France métropolitaine , en hausse de 0,2 point au troisième trimestre ; les jeunes sont particulièrement frappés, avec +1 point entre juillet et septembre. Le chômage a retrouvé en métropole son niveau d'il y a un an. L'inversion de la courbe du chômage promise par Hollande s'éloigne encore.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) La saison cruciale des achats de Noël s'ouvre sur des prévisions contrastées

Denis Kessler / Groupe Scor - Président Directeur Général



La saison cruciale des achats de Noël s'ouvre sur des prévisions

Cette année, le budget des ménages consacré à Noël est en baisse de 3,8 %, indique Deloitte. La dureté des temps a une conséquence visible : les consommateurs privilégient l'achat d'articles en promotion , et recourent au Net pour trouver le meilleur prix . Les distributeurs s'attendent en outre à de nombreux achats de dernière minute.

➤ Une opération commerciale qui arrive en France

La saison de Noël joue un rôle fondamental dans les performances du secteur de la distribution , et des nombreux secteurs qui y concourent, des transports à la high tech, de l' alimentation aux jouets, de l' édition aux arts de la table. En quelques semaines, on franchit le point mort et l'on sauve une année... ou elle s'avère médiocre et décevante. Sur la base d'une enquête européenne réalisée en octobre, le cabinet Deloitte avait annoncé une contraction de l'ordre de 4,5 % du budget consacré à cette fête familiale , d'un montant de 518 euros . Cette étude a été mise à jour fin novembre et, selon Stéphane Rimbeuf de Deloitte, la contraction serait plutôt de l'ordre de 3,8 %. Cette baisse traduit la morosité ambiante et les craintes des consommateurs en matière de pouvoir d'achat et d'emploi . Parmi les raisons invoquées pour expliquer la baisse des achats figure notamment la hausse de la fiscalité . Ceci dit, le budget de Noël démontre une belle résilience en France , quand on le compare à la forte baisse dans des pays comme le Grèce ou le Portugal . La dureté des temps a une conséquence visible : les

consommateurs privilégient l'achat d'articles en promotion, et recourent au Net pour trouver le meilleur prix . Prudents, ils recourent marginalement au crédit à la consommation , en dépit des offres alléchantes qui se sont multipliées. Noël reste une manifestation familiale, comme en témoignent les flux des cadeaux croisés : entre parents et enfants , au sein du couple, au sein de la fratrie, au sein de la famille élargie. En témoigne également la dimension de la commensalité, ou les repas de fête pris en commun , souvent répétés, représentent une part importante du budget des ménages.

Des effets calendaires

Les effets calendaires sont significatifs. La saison des achats commence mi-novembre, avec l'apparition des boules et guirlandes et évidemment les campagnes publicitaires . Cette année, Noël tombe en milieu de semaine , ce qui est plutôt positif , avec une hausse des dépenses de quelques points , mais ceci va décaler un peu les achats. Selon Deloitte, 43 % des achats de Noël devaient se faire avant le mois de décembre cette année, alors que cette proportion était de 47 % en 2013. Georges Plassat, PDG de Carrefour , confirme que les achats sont de plus en plus tardifs. La FNAC prévoit des achats jusqu'au dernier moment et a recruté 1.000 vendeurs supplémentaires pour venir épauler ses équipes . Plus les achats sont tardifs, plus ils se font en magasin plutôt que sur le Net , de crainte de ne pas être livré à temps : on estime que la dernière semaine, 80 % des achats se font en magasin. Un autre effet calendaire s'expliquerait par le climat. La douceur automnale exceptionnelle a retardé des achats traditionnels de Noël liés au froid, explique Agnès Vigneron du Groupe Galeries Lafayette : chapeaux, écharpes et gants seront achetés plus tard.

L'innovation du « Black Friday »

Et cette année a été marquée par une innovation : l'offensive commerciale du « Black Friday » le 28 novembre dernier. Importé des Etats-Unis, le « vendredi noir » est marqué par les promotions très importantes le lendemain du jour de la Thanksgiving. C'est la FNAC qui avait lancé le projet en France il y a deux ans, avec des produits Apple , puis un élargissement à une large gamme de produit , rappelle Elodie Perthuisot, directrice commerciale de la FNAC. Amazon a également été très actif cette année. La France s'y met, et cela donne l'occasion aux ménages d'anticiper leurs achats de Noël en profitant d'offres

attractives. Darty a ainsi dégagé pour le Black Friday un chiffre d'affaires égal au double d'un samedi normal. D'autres enseignes – telles les Galeries Lafayette ou Le Printemps – ont fait des opérations dites de « vente privée » pour leurs meilleurs clients , leur permettant de profiter de prix intéressants. Selon Agnès Vigneron, directrice commerciale des Galeries Lafayette Haussmann , il est fort probable que le Black Friday fasse de plus en plus d'adeptes et devienne un nouveau rite commercial . Ceci n'est pas neutre en matière de chiffres d'affaires, car les ventes du Black Friday sont promotionnelles, avec beaucoup de volumes mais moins de marge.

Le magasin domine nettement le Net

S'agissant des canaux de distribution, l'étude Deloitte conclut que 33 % des achats se font online et 67 % se font en magasin avec une présence physique . Les achats sur le Net baisseraient par rapport à l'année dernière, ce qui est contre intuitif. Le Noël des internautes passe principalement par des achats de produits culturels (livres , DVD , CD...) mais aussi console de jeux et jouets, selon l'étude de Médiamétrie intitulée « Les Intentions d'achats de Noël des Internautes » parue en octobre dernier. « C'est le «click and collect » qui est la formule gagnante » , affirme Régis Schultz, directeur général de Darty, qui y voit une formule « avec le meilleur du Web et le meilleur du magasin » . L'introduction de casiers à codes pour le retrait des achats semble prometteuse. Le concept clef est l'« omnicanal ». La concurrence entre le Net et les magasins s'est traduite par un effort commercial de ces derniers qui porte ses fruits ... au profit des consommateurs.

Mais c'est bien dans les hypermarchés que se rend un Français sur deux pour ses achats de Noël. Et les hypers progressent au détriment des chaînes spécialisées. Ceci est une spécificité de notre pays, car il n'y a qu'un Européen sur quatre qui fait ses courses de Noël dans les hyper et supermarchés, allant davantage dans les chaînes spécialisées et dans les grands magasins traditionnels.

Une hotte évolutive

Ce que l'on trouve dans le hotte du Père Noël évolue chaque année en fonction de la mode. Ainsi, pour le directeur général de Darty, alors que Noël dernier était celui des tablettes, cette année, les achats portent davantage sur l'équipement de la cuisine, notamment les robots ménagers . Mais selon la directrice de la FNAC, l'

offre récente joue un rôle important sur la demande, notamment sur les produits technologiques. Les nouveaux smartphones, juste sortis, s'arrachent, de même que les objets connectés. Les produits nouveaux lancés au dernier trimestre ont un grand succès : casques, « docking stations », stations de jeux, produits mixtes ordinateurs-tablettes, « notebooks », et surtout drones, le hit de la saison 2014. Ces produits stars du Noël 2014 sont confirmés par l'étude de GFK publiée le 2 décembre.

Ceci dit, c'est le livre qui arrive en tête : un produit qui fait plaisir, éducatif et qui reste à un prix abordable. C'est vrai en France mais aussi dans la plupart des pays européens. Modiano fait un tabac. Et la bande dessinée aussi, avec un Blake et Mortimer, « Le Bâton de Plutarque », juste sorti à temps. Et plus surprenant, les livres de coloriage pour adultes ! Enfin, les cartes et coffrets cadeaux ont beaucoup de succès, et tendent à se substituer aux dons d'argent.

Pour les enfants, les moins de douze ans, c'est l'actualité du cinéma et de la télé qui fait le top des ventes, comme le rappelle Agnès Vigneron, des Galeries Lafayette : « Essayez de trouver une Reine des Neiges ! Quant aux produits dérivés de Violetta, ils s'arrachent comme des petits pains ». Mais le critère de choix pour les cadeaux aux enfants vu par les parents reste, selon Deloitte, le caractère éducatif. Et ce sont les jeux de construction qui arrivent en tête. Pour les ados, le Top 3 des cadeaux reste les jeux vidéo, l'argent et les livres.

Des tensions logistiques

La concentration des ventes à Noël pose de nombreux problèmes de logistique à tous les réseaux de distribution. Les consommateurs ne veulent plus attendre ce qui entraîne la constitution de stocks et des réassorts permanents. La FNAC, dont 30 % des ventes se font au dernier trimestre, donne des chiffres impressionnants : pour elle, 300 camions par jour, 2,5 millions de colis à Noël, 450.000 produits en stocks...

Mais Noël c'est aussi un moment gastronomique. Sur les 500 euros de budget, les repas représentent 168 euros selon Deloitte, soit un tiers, alors que les cadeaux pèsent 303 euros et les sorties 48 euros. D'ailleurs, les Français, sous contrainte, vont réduire leurs sorties de fin d'année et leurs déplacements, pour préserver le budget consacré à l'alimentation. En France, 80

% des achats alimentaires de Noël seront réalisés dans les hypermarchés, prévoit Deloitte.

Tout laisse penser que les achats de Noël vont aller crescendo, et qu'ils vont se poursuivre jusqu'au 24 décembre selon Elodie Perthuisot directrice commerciale de la FNAC. Et Agnès Vigneron d'anticiper que « ce n'est pas le Noël du siècle, mais je ne suis pas pessimiste ». Après une année difficile pour le secteur de la distribution, un début de saison morose, un retard dans l'amorçage des ventes, Noël 2014 pourrait permettre de générer le cashflow nécessaire pour boucler les comptes de fin d'année. Et préparer les soldes de janvier...

Denis Kessler, PDG de SCOR

lesechos.fr

VII) Cambadélis "n' imagine pas un instant" que le congrès du PS sera anti-Valls



Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, le 6 décembre 2014 à Paris © Martin Bureau

Jean-Christophe Cambadélis "n' imagine pas un instant" que le congrès du PS, qui se déroulera "à Poitiers" début juin 2015, se transforme en référendum...

Jean-Christophe Cambadélis "n' imagine pas un instant" que le congrès du PS, qui se déroulera "à Poitiers" début juin 2015, se transforme en référendum anti-Manuel Valls, dans un entretien au Journal du Dimanche.

"Personne ne s'embarquera sur cette voie, celle d'un congrès débouchant sur une crise institutionnelle et cela à quelques mois des régionales" de décembre 2015, assure le premier secrétaire du PS.

"Je n'imagine pas un instant que des amis socialistes puissent enfourcher ce cheval fou. Le congrès ne doit pas se réduire à des motions de censure mais à des motions justes, utiles. Pourquoi censurer un gouvernement Valls auquel tout le monde – ou presque – a participé ? Ce qu'il faut, c'est se tourner vers la réussite de la fin de ce quinquennat. Je veux un congrès utile, pas un congrès futile. Je proposerai le moment venu une contribution de tout le secrétariat national visant à peser sur la fin du quinquennat", souligne M. Cambadélis, qui annonce que le congrès "se tiendra à Poitiers".

Quelle ligne donc pour le PS ? "Il faut souligner ce qui a fonctionné, corriger ce qui a dysfonctionné dans les aides aux entreprises ou la croissance, et proposer pour impulser la lutte contre les inégalités", ajoute-t-il en se faisant fort d'incarner un PS "ni godillot ni gaucho".

M. Cambadélis appelle aussi à "retrouver le cercle vertueux de l'union de la gauche et des écologistes mais en évacuant les tentations hégémoniques", ce qui suppose que chacun fasse "des compromis".

"On peut avoir des majorités de projets qui préfigurent une majorité pour le premier tour de la présidentielle", dit-il en estimant que le PCF peut "être amené à soutenir de futures lois contre les inégalités".

publicsenat.fr

VIII) L'école, grand ascenseur social en panne

par fondapol,

Article paru le 27 novembre 2014 dans Le Parisien. Il révèle une enquête réalisée par la Fondation pour l'innovation politique qui montre que les Français, en particulier les classes moyennes, ne croient plus que l'école favorise la promotion sociale de leurs enfants.

Longtemps, la force de la République, c'est qu'elle promettait à tous ses enfants de s'élever grâce à l'école. Cela, c'était avant la crise. Crise d'un système scolaire qui laisse de côté les élèves les plus en difficulté et crise économique qui prive de débouchés de plus en plus de jeunes, surtout chez les moins diplômés.

Résultat, « une crise de confiance des classes moyennes, les plus sensibles à l'effet ascenseur social, envers l'école » constate Dominique Reynié, directeur de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol). Son institut vient de réaliser avec l'Ifop une vaste enquête* auprès de ces classes moyennes, un enjeu politique majeur pour la gauche et la droite. Principaux enseignements : la peur du déclassement pour leurs enfants, et du coup un stress qui les conduit à chercher de l'aide en dehors de la classe.

« Le principal moteur des parents, c'est un soutien individualisé des enfants qui les rassure, relève Frédéric Dabi, de l'Ifop. Le recours au soutien scolaire n'est plus vu comme une solution exceptionnelle. » Le sondage montre que 67 % des Français ayant des enfants scolarisés sont demandeurs d'un soutien scolaire à l'école. 43 % pensent même que c'est la meilleure solution pour aider leur progéniture. En clair, ce supplément de maths, de physique ou de français n'est plus du tout réservé aux cancre, mais il devient la norme. Une façon de s'assurer — ou d'espérer — que son ado accédera à la meilleure filière, au meilleur bac puis au meilleur diplôme. Réflexe inévitable, regrette Louis Maurin, directeur de l'Observatoire des inégalités, « dans une école très compétitive qui fonctionne sur le mode de l'échec plutôt que celui de l'encouragement ».

Encourager le recours au soutien scolaire privé

Face à ce constat, Dominique Reynié avance une proposition : « La création d'une assurance complémentaire éducation, comme il existe une complémentaire santé ou retraite. Concrètement, les familles payant l'impôt sur le revenu pourraient déduire l'intégralité des heures de soutien scolaire (NDLR : aujourd'hui, une partie est déductible). Et celles qui ne le paient pas mais seraient tout autant demandeuses recevraient un bon éducation donnant droit à un volume d'heures de soutien. » Une telle mesure pourrait être financée, selon Fondapol, par les collectivités locales ou par les entreprises employant les parents.

Idée novatrice... mais aussi polémique : pourquoi

encourager ainsi financièrement les familles à recourir au privé, alors que des mécanismes d'aide individualisée aux élèves se développent et pourraient se généraliser s'ils bénéficiaient d'une telle manne. Surtout, le soutien est-il vraiment une fatalité ? « C'est totalement vain si on ne change pas plus généralement la façon dont on fait l'école, nuance Louis Maurin. Le soutien scolaire permet d'écoper, mais ça ne résorbe pas la fuite dans le bateau... »

** Sondage Ifop pour Fondapol réalisé du 7 au 10 octobre 2014 auprès d'un échantillon de 2 003 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas.*



fondapol.org

IX) La droite d'Ormesson, antidote à la droite Zemmour



Romain MILLARD, 21 ans, étudiant en Master Droit Economique à Sciences Po Paris, conseiller municipal

Alors que la droite s'est retrouvée un chef, elle doit redéfinir son identité. Les références intellectuelles de qualité ne lui manquent pas. Pour incarner une espérance susceptible de remobiliser les énergies du pays, elle devrait davantage s'inspirer du regard souriant et apparemment candide de Jean d'Ormesson plutôt que d'adopter la vision affligée et soi-disant lucide d'Eric Zemmour.

« Les traditions (...) sont faites pour être à la fois respectées et bousculées. »[i] Ces phrases coulant d'élégance et de malice, seul Jean d'Ormesson sait les concocter avec autant de superbe. Toute personnalité de droite songeant un jour aux plus hautes fonctions devrait se tatouer ces mots sur le bras. La synthèse entre la tradition rassurante et la modernité stimulante, voilà ce que devra réaliser

la droite d'ici les deux prochaines années si elle veut réconcilier enfin la France avec elle-même et la sortir plus forte de la crise.

Eric Zemmour ou la tentation de la « mal-pensance »

On pourra objecter que les réflexions de ce fringant aristocrate presque nonagénaire sur Dieu et l'univers, aussi sympathiques soient-elles, sont bien éloignées des problématiques quotidiennes des jeunes au chômage, des travailleurs pauvres ou des retraités précaires dont Eric Zemmour se prétend désormais le porte-parole subversif.

Il faut dire que l'auteur du Suicide Français a tout pour plaire à une partie de la droite française : il utilise sa grande agilité intellectuelle pour casser au marteau toutes les idoles de la bien-pensance « de gauche » : le féminisme, l'antiracisme, le mondialisme etc... Bref, tout ce qui aurait contribué à saper les forces de la France d'antan, celle qui en imposait au monde entier, celle des livres d'Histoire, celle des grands héros. Eric Zemmour offre une légitimation intellectuelle bienvenue à tous ceux qui ne se sont jamais résolus à être ébranlés dans leurs habitudes et leurs certitudes. Il redonne du lustre à la tradition, au « bon sens » (certains diront au « sens commun »).

Le problème est que Zemmour nous entraîne dans une logique intellectuelle problématique : brûler les totems de la bien-pensance ne conduira-t-il pas à un autodafé à la gloire de la mal-pensance ? Souligner les hypocrisies de l'antiracisme ne libèrera-t-il pas les pulsions xénophobes ? Peut-on ridiculiser le féminisme sans défaire de ses chaînes le machisme ? Eric Zemmour, en prétendant abattre les certitudes de la culture dominante, remet au goût du jour d'anciennes certitudes loin d'être moins sottes.

Ultime paradoxe, il brûle des idoles qui ont été forgées par cette même France qu'il aime avec tant de passion : l'esprit des Lumières, qui a lié le projet d'autonomie politique à l'économie de marché ; la « passion de l'égalité » décrite par Tocqueville qui pousse à trouver les inégalités de moins en moins supportables à mesure qu'elles diminuent ; l'ambition de se servir de l'Europe comme d'un horizon politique qui a animé des esprits aussi féconds et différents que Napoléon, Hugo ou De Gaulle... Qu'est-ce qui est moins français que tout cela ?

A un intellectuel pétri de certitudes, la droite doit préférer ceux qui s'interrogent

Eric Zemmour a péché par le même vice que ces intellectuels déconstructivistes qu'il combattait : il a remplacé les certitudes, les habitudes de pensée qui le précédaient par les siennes. Tout en appelant ses lecteurs à se libérer des carcans, il les invite à s'enfermer dans ceux qu'il a construits.

Si elle souhaite s'interroger sur les faiblesses de la société française, que la droite française préfère Alain Finkielkraut à Eric Zemmour. En effet, l'auteur de *L'identité malheureuse* a quelque chose que le pamphlétaire n'a pas : la main qui tremble.

Finkielkraut est un homme qui doute, qui prend des précautions, aussi bien langagières qu'intellectuelles. Ses constats sur le déclin de l'école ou la panne de la machine à intégrer n'en sont que plus percutants. Il veut alerter sans blesser alors que Zemmour veut dénoncer et provoquer. Finkielkraut a compris, contrairement à Zemmour, que pour attirer l'attention de l'opinion sur la situation de l'école, il n'est nul besoin de réhabiliter Vichy.

Quoiqu'il en soit, un constat, plus ou moins horréfié, sur la situation du pays ne fera pas une philosophie politique suffisante pour une future majorité politique de droite. Si le prochain Président de la République est élu, comme le fut François Hollande, sur un simple rejet, même de Marine Le Pen, alors il est condamné à échouer comme lui. Le futur Chef de l'Etat devra être porté par une adhésion. Or, de même que l'on n'attire pas des mouches avec du vinaigre, on ne mobilise pas les acteurs économiques et les citoyens avec le slogan décliniste « c'était mieux avant, retournons-y ».

Jean d'Ormesson, un homme de droite un peu particulier

C'est là que Jean d'Ormesson est un exemple à suivre. Cet homme de lettres a réussi le tour de force d'être aussi aimé des jeunes générations que des plus anciennes et à être respecté par la gauche (cf les hommages de François Hollande et Jean-Luc Mélenchon) sans jamais renier ses amitiés de droite. A qui viendrait l'idée de dire que l'auteur de *Comme un Chant d'espérance* est un « bobo », un faux-homme de droite parce qu'il a reçu la Grand Croix de la Légion d'Honneur des mains d'un Président socialiste ? Parce qu'il affirme « je suis un homme de droite (...) qui a des idées de gauche : des idées d'égalité et de progrès, ce progrès qui est abandonné par la gauche à cause des écologistes »[ii] ?

Jean d'Ormesson est aimé pour une simple raison : il est authentique. Là où certains cachent leur âge sous le botox, il exhibe avec élégance ses vénérables rides. Là où certains cèdent à l'air du temps, il continue à écrire sur ce qui le passionne lui. Alors que tout le monde est infecté par l'épidémie de sinistrose, il ne se départit pas de son sourire. Bien qu'il soit passé à deux doigts de la mort, ses yeux bleus continuent de chanter la vie. Tout en disant mépriser les honneurs, il jubile sans le nier de recevoir des décorations de ses adversaires politiques.

La droite se perdra si elle suit Eric Zemmour dans son entreprise de déconstruction post-moderne. Elle revivra si elle garde en mémoire ces lignes de celui qui rappelle que la France est bien plus qu'un passé glorieux : « La plus haute tâche de la tradition est de rendre au progrès la politesse qu'elle lui doit et de permettre au progrès de surgir de la tradition comme la tradition a surgi du progrès. »[iii]

Crédit photo : vincentj

[i] Arnaud Ramsay, *Jean D'Ormesson ou l'élégance du bonheur*, Editions Toucan, 2009

[ii] Jean d'Ormesson, interviewé par Nicolas Ungemuth, « Jean d'Ormesson : « j'ai beaucoup d'admiration pour les athées » », *Le Figaro Magazine*, semaine du 6 juin 2014, pages 137-139

[iii] Extrait de *La Réponse au discours de réception à l'Académie française de Madame Yourcenar*

trop-libre.fr

A Suivre...
La Presse en Revue